LE COLLOQUE DES JURISTES DE LA POLOGNE ET DE LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Du 17 au 19 septembre 1974, à Radziejowice près de Varsovie, s'est tenu le deuxième colloque¹ des juristes polonais et ouest-allemands consacré à la discussion des problèmes choisis du droit international et du droit public national. L'organisateur du colloque était l'Institut des Sciences Juridiques (ISJ) de l'Académie Polonaise des Sciences. Sept professeurs de la R.F.A. sont venus à la conférence: MM P. Badura (Université de Munich), R. Bernhardt (Institut Max Planck d'Heidelberg; Université de Francfort), J. A. Frowein (Université de Bielefeld), D. Rauschnig (Université de Göttingen), W. Rudolf (Université de Mayence), I. Seidl-Hohenveldern (Université de Cologne) et H. Tomuschat (Université de Bonn). Le groupe polonais était composé de personnes suivantes: les prof. L. Bar (ISJ), S. Cholewiak (Institut Polonais des Affaires Internationales), le prof, agrégé H. de Fiumel (ISJ), le prof. L. Gelberg (ISJ), le prof, agrégé J. Jakubowski (Université de Varsovie), le Dr Z. Kędzia (succursale de l'Académie Polonaise des Sciences à Poznań), le prof. J. Kokot (Institut Silésien d'Opole), le prof. A. Łopatka (ISJ), le prof, agrégé J. Makarczyk {secrétaire du colloque,, ISJ), le prof. S. Nahlik (Université Jagellonne de Cracovie), le prof. Z. Resich (Université de Varsovie), le prof, agrégé G. Rysiak (Université Jagellonne de Cracovie; Institut Silésien d'Opole) et le prof. K. Skubiszewski (ISJ). A certaines séances participaient en outre les représentants du ministère polonais des Affaires étrangères et de l'Ambassade de la R.F.A. à Varsovie.

Ouvrant les débats, le prof. A. Łopatka, directeur de l'ISJ, a fait remarquer que l'échange de vues au cours de ce colloque pouvait toucher non seulement des questions importantes au point de vue des sciences juridiques, mais aussi celles qui découlent des intérêts vitaux de deux États qui sont en voie de normaliser leurs relations. Quelle que soit cependant la nature des problèmes particuliers, ils exigent toujours-à être approfondis. Déjà un éclaircissement des opinions des savants-juristes des deux pays est à lui seul fructueux et les solutions des questions litigieuses doivent être cherchées conformément au droit international et dans l'esprit de la normalisation des rapports réciproques. Prenant la parole au nom de la délégation ouest-allemande, le prof. Bernhardt a exprimé sa satisfaction de voir que le dialogue peut se poursuivre entre les juristes des deux pays.

Le colloque était consacré aux trois thèmes: 1) la nationalité et la protection diplomatique, 2) les droits sociaux fondamentaux et 3) la coopération économique entre la R.P.P. et la R.F.A.

Le premier thème s'est divisé en deux parties: la première concernait la nationalité à la lumière du droit de la R.P.P. et de la R.F.A conjointement avec les problèmes

¹ La première rencontre de cette sorte eut lieu à l'Académie Theodor Heuss (Fondation F. Naumann) à Gummersbach-Niedersesmar (R.F.A.). V. *Deutsch-polnisches Völkerrechtskolloquium 1972*, Athenäum Verlag., Frankfurt a/M. 1972.

résultant des conflits de lois en la matière, et la seconde — les problèmes pratiques et théoriques liés à la protection diplomatique accordée par l'État à ses ressortissants hors de ses frontières.

Le prof. Bernhardt a présenté un rapport sur la notion d'Allemand et la nationalité allemande selon le droit de la R.F.A., tandis que les rapporteurs polonais, le prof. J. Kokot et le prof. agrégé G. Rysiak ont traité de la nationalité polonaise — principes généraux, acquisition et perte. La discussion, à laquelle tous les participants ouest-allemands et presque tous les représentants polonais ont pris part, ne se concentrait pas tellement sur les questions théoriques liées à la place et au rôle de la nationalité en droit international que sur la nationalité en connexion avec la succession internationale et sur l'influence des changements territoriaux sur la nationalité. Ces problèmes ont été envisagés en relation étroite avec les divergences entre la R. P. P et la R.F.A. dans le domaine de la nationalité, divergences concernant la situation juridique de certains habitants du territoire acquis par la Pologne en vertu de l'Accord de Potsdam. Or, ces personnes, si elles avaient eu autrefois la nationalité allemande et ne l'ont pas perdue conformément au droit de la R.F.A., sont toujours considérées en R.F.A., au sens de la Constitution de ce pays, comme « Allemands » (c.-à-d. ressortissants allemands: *deutsche Staatsangehörige*). Cependant, selon le droit de la R.P.P., ces personnes sont exclusivement des ressortissants polonais, et les organes de la R.P.P. ne reconnaissent pas leur prétendue « nationalité allemande ». Après la Seconde Guerre mondiale il n'a pas été conclu de traité de paix réglant les questions issues de la guerre avec l'ancien Reich et il n'existe non plus aucun accord bilatéral entre la R.P.P. et la R.F.A. en matière de nationalité. Néanmoins il arrive que les problèmes de population soient réglés aussi sur une autre voie. Le rapport polonais a mis l'accent sur la vérification de la nationalité ethnique polonaise des personnes domiciliées sur le territoire en question et sur l'acquisition de la nationalité polonaise par la population polonaise autochtone. On a touché aussi les problèmes liés à la nationalité de la République Démocratique Allemande.

Dans son rapport intitulé « La protection diplomatique des ressortissants », le soussigné a attiré l'attention des participants sur certains problèmes plus généraux et théoriques: la prétention de l'individu à l'égard d'un État étranger et les droits de son État national à l'exercice de la protection diplomatique, le problème du devoir international d'exercer la protection diplomatique, la protection diplomatique des personnes à double nationalité.

De son côté, le prof. Rudolf a attaché plus d'importance aux problèmes du droit constitutionnel et du droit administratif dans son rapport sur l'exercice de la protection diplomatique des Allemands. Dans la discussion on a abordé, entre autres, la question de la nationalité effective dans le contexte de la protection diplomatique, de l'influence des droits de l'homme sur la protection diplomatique traditionnelle et du régime spécial de protection dans certains domaines économiques, par exemple en ce qui concerne les investissements étrangers (prof. Frowein, Nahlik et Seidl-Hohenveldern). On a examiné aussi les conséquences de l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale de 1973 concernant le traité fondamental entre la R.D.A. et la R.F.A. (participants allemands et les professeurs Kokot, Gelberg et Rysiak).

La discussion sur le deuxième thème (droits sociaux) a commencé avec le rapport du prof. Bar intitulé « Le rôle des travailleurs dans la gestion des établissements de travail en Pologne populaire ». Le rapporteur a présenté les formes juridiques de la participation des travailleurs à la gestion et s'est arrêté plus longtemps sur le problème de l'autogestion ouvrière.

Dans sa vaste communication, le prof. Badura a présenté le principe des droits

sociaux fondamentaux et sa réalisation dans le droit de la R.F.A. Il ne s'est pas borné à l'éclaircissement du droit positif, en particulier sur la base de la jurisprudence, mais il a également attiré l'attention sur le côté historique, théorique et philosophique du problème. Le Dr Z. Kędzia a présenté le rapport intitulé « Les droits sociaux fondamentaux des citoyens de la R.P.P. »². Il a expliqué le caractère juridique des dispositions constitutionnelles concernant les droits sociaux, fait ressortir le programme social de l'État et donné une brève interprétation de chacun des droits en question. Les rapports susmentionnés ont porté sur les droits sociaux en droit polonais et ouest-allemand. En revanche, les deux études suivantes sont entrées sur le terrain du droit international. C'étaient l'étude du prof. Rauschnig sur les droits sociaux fondamentaux dans les accords internationaux auxquels la R.F.A. fait partie et celle du prof. Resich intitulée « Les droits sociaux des citoyens et les conventions internationales de la Pologne ». Les deux rapporteurs ont fait ressortir l'influence du règlement international sur le droit d'un pays donné ainsi que les problèmes de l'adaptation et de la concordance de deux systèmes juridiques: international et interne (étatique). La discussion s'est principalement concentrée sur les problèmes théoriques, mais on a aussi touché certaines questions pratiques non encore réglées dans les rapports bilatéraux. Le prof. Kokot a soulevé, par exemple, la question des prétentions des ressortissants polonais à l'égard de la R.F.A. au titre des assurances sociales.

La discussion sur le troisième thème a été ouverte par le rapport du professeur Tomuschat sur la coopération économique entre la R.F.A. et la R.P.P. à la lumière des traités liant les deux États³. Le rapporteur a analysé la notion de la coopération dans les traités, dans les résolutions internationales ainsi qu'en droit fédéral. Il a consacré beaucoup de place au contrôle de la Communauté Économique Européenne sur les conventions de coopération conclues par les pays membres de la Communauté (la R.F.A. y comprise) avec les États tiers. Le prof. Jakubowski a présenté le cadre juridique de la coopération industrielle entre la R.P.P. et la R.F.A. et le prof. Seidl-Hohenveldern s'est concentré sur les règles juridiques internes de la R.F.A. ayant une importance pour la coopération économique entre la République fédérale et la Pologne. Au cours de la discussion on a attiré l'attention sur le cadre plus large pour la coopération économique bilatérale, en parlant notamment des rapports entre la CEE et le CAEM (prof. agrégé H. de Fiumel). Bien que, ces dernières années, les échanges commerciaux entre les deux pays aient sensiblement augmenté, il existe encore dans la R.F.A. certaines difficultés juridiques et administratives qui empêchent le libre développement de la coopération économique bilatérale.

Aussi bien les participants ouest-allemands que polonais ont jugé le colloque comme réussi, ce qui a été souligné à la clôture des débats par le prof. Bernhardt et le soussigné. Les rapports ont servi d'une bonne base à la discussion d'un haut niveau scientifique.

Krzysztof Skubiszewski

² Le rapport a été préparé en collaboration avec Mademoiselle A. Michalska (Université Adam Mickiewicz à Poznań).

³ Le prof. J. Kolasa, absent de la conférence, a préparé une étude correspondant au rapport du prof. Tomuschat (« La coopération entre la Pologne et la R.F.A. à la lumière des conventions internationales »). Le texte en a été distribué parmi les participants.